

Le monde du théâtre au front

Michel Vaïs

Numéro 42, 1987

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/26911ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Cahiers de théâtre Jeu inc.

ISSN

0382-0335 (imprimé)

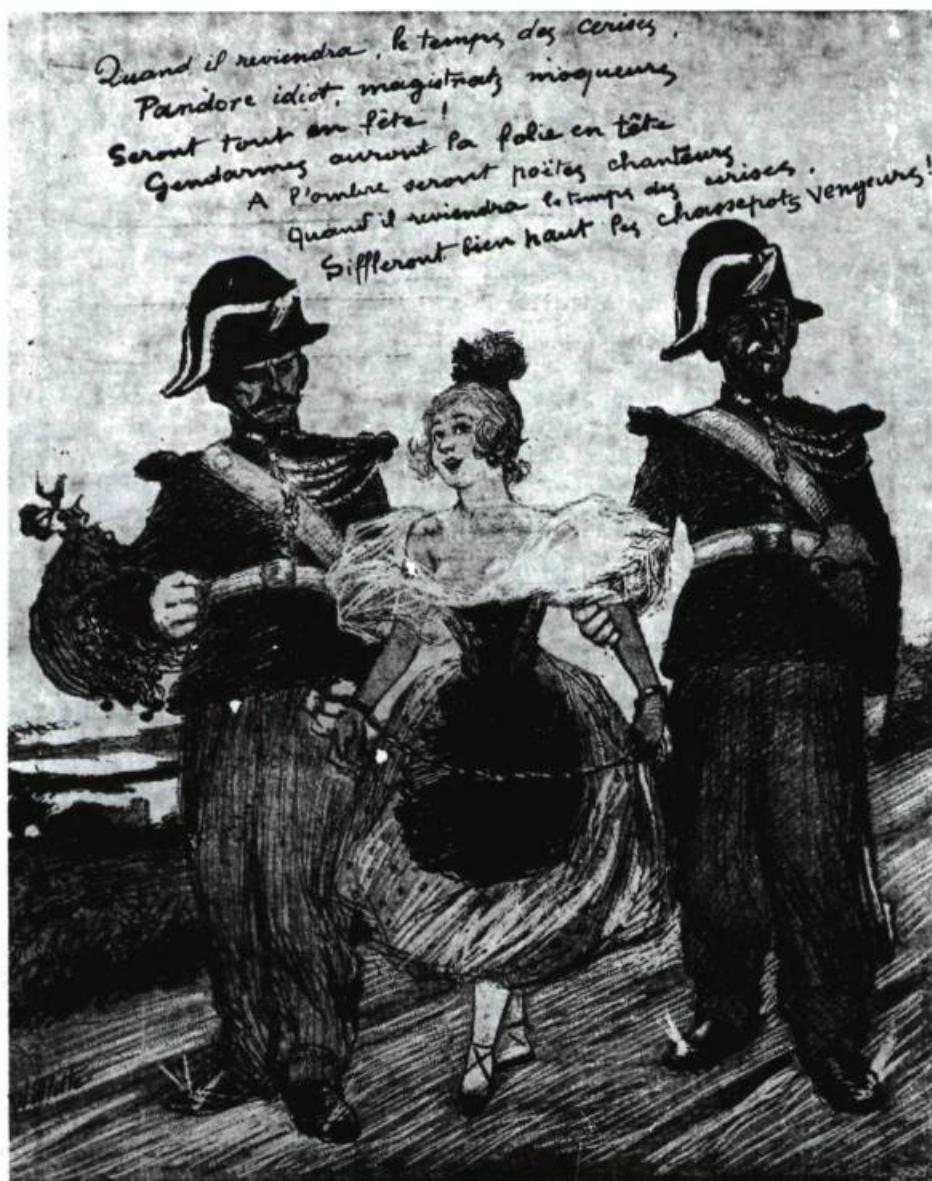
1923-2578 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Vaïs, M. (1987). Le monde du théâtre au front. *Jeu*, (42), 7–8.

le monde du théâtre au front



Branle-bas de combat en novembre 1986: à l'appel du Conseil québécois du théâtre (C.Q.T.), le milieu culturel se mobilise pour éviter que le gouvernement continue de faire des économies sur le dos de la culture. De coupes sombres en sombres coups, le Conseil du Trésor de notre État-Provigo avait en effet réussi à réduire notre peau de chagrin culturelle à un os, que se disputaient âprement des artistes faméliques, dont 80% vivent sous le seuil de la pauvreté. Une coupure de douze millions en juillet pour 1986-87 (qui l'a su?), une autre de quinze millions appréhendée en 1987, pour 1987-88: il était temps de sonner le cor, avant de se faire aplâtrir. À l'appel de la comédienne Catherine Bégin, présidente du C.Q.T., soixante organismes ont formé la Coalition du monde des arts et des affaires culturelles. On connaît la suite, la presse en a abondamment parlé. Promesse de la ministre, madame Lise Bacon, de tenter de convaincre son collègue du Trésor d'oublier ses sombres projets de coupures pour augmenter de 7,6% le budget du M.A.C. en 1987; poursuite des pressions auprès du premier ministre lui-même, afin qu'il s'engage fermement, au nom de son gouvernement, à atteindre pour la culture 1% du budget de l'État avant la fin du présent mandat (ce qui figure dans le programme du Parti Libéral); etc.

Ce que l'on sait moins, cependant, c'est que la répartition des crédits étant ce qu'elle est, une éventuelle coupure n'aurait pu être pratiquée que dans la partie «compressible» (environ le tiers) du budget du M.A.C., celle qui est consacrée au développement et aux milieux culturels. Les autres secteurs en effet (administration, institutions nationales, sociétés d'État...) sont réputés incompressibles. Par ailleurs, même «officiellement» augmentée, l'enveloppe budgétaire destinée à la culture ne sera pas nécessairement entièrement *dépensée* à cette fin. En 1986, en effet, cette enveloppe a bien été augmentée de 5,6%, et madame Bacon n'a pas manqué de souligner ce «taux de croissance». Sauf qu'au moment d'accorder ces crédits, le ministre du Trésor a décidé de faire des coupures et de ne pas utiliser toute cette marge de manoeuvre. Comme quoi il faut se méfier du double langage et des manoeuvres de nos politiques. Et demeurer vigilants.

Aux dernières nouvelles, début mars 1987, il semble que le gouvernement s'achemine prudemment vers une augmentation d'à peine sept millions de dollars de l'enveloppe budgétaire, somme répartie de la façon suivante: trois à quatre millions pour le Musée de la civilisation (le monstre!), 1,3 million pour l'amélioration du statut de l'artiste¹ et deux millions pour des mesures d'incitation permettant la mise en place de formules d'appariement.² Notons qu'il manque à l'heure actuelle quatre-vingt-douze millions au budget du M.A.C. pour qu'il atteigne 1% du budget général du Québec. Y arrivera-t-on, en deux ou trois ans?

michel vaïs

1. Expression qui signifie là tout autre chose que ce qu'entend l'Union des artistes. Mais quoi?

2. Traduction française de *matching grants policy*; politique qui consiste à subventionner les compagnies au prorata des fonds qui leur sont versés par l'entreprise privée.